

1946 et 1997 ; les mesures publiques d'aide et de protection en direction des familles ; et, finalement, les régulations publiques en matière d'articulation des fonctions de production et de reproduction. Cette étude permet à A.-L. Garcia de repérer quelques constantes dans les représentations dominantes de la maternité « classique » et de la maternité célibataire dans chaque État. Si un consensus existe dans les trois États pour favoriser la présence des mères aux côtés des nouveau-nés en leur permettant de se retirer du marché du travail durant les premières années de l'enfant, la valorisation de la fonction maternelle est un trait pérenne en RFA, où les mères ne sont pas encouragées à reprendre une activité économique. La RDA se caractérise par l'incitation d'un cumul des fonctions de production et de reproduction. En France, l'idéal de la femme mariée au foyer perd progressivement de son importance et l'emploi des mères est légitime. Trois figures typiques de mères seules célibataires sont également repérées. En RDA, la mère seule « émancipée » peut construire son foyer sans figure paternelle, en relative autonomie. En RFA, la mère seule « délaissée » reçoit le soutien les pouvoirs publics qui s'engagent envers l'enfant abandonné par son père. En France, la mère seule « assistée » fait figure de danger au vu de son isolement.

Cette analyse par le haut est complétée dans une seconde partie par une analyse par le bas, qui donne la parole à des mères seules célibataires. A.-L. Garcia détaille l'analyse de neuf entretiens réalisés avec des femmes provenant des trois régions des États comparés. Les Pays-de-la-Loire, le Schleswig-Holstein et la Thuringe ont été choisis en fonction de leurs similitudes économiques. Les entretiens, réalisés entre 2008 et 2010, se sont tous déroulés avec des mères ayant eu des enfants entre 1977 et 1987, c'est-à-dire avant la Réunification allemande. Les milieux sociaux dans lesquels évoluent ces mères varient fortement, tout comme leurs parcours de vie. Si le panel de neuf entretiens ne permet pas à l'auteure d'effectuer des montées en généralité, l'analyse structurale de ceux-ci montre des « corrélations entre les normes et les valeurs portées par le cadre public et leurs propres représentations de leur expérience maternelle » (p. 20). Dès lors, à partir de l'analyse des récits, A.-L. Garcia propose une « décomposition théorique » des interférences entre les normes et les valeurs portées par l'action publique d'une part, et leurs appropriations de l'autre. Elle identifie trois éléments principaux : la manière

dont les acteurs intériorisent l'univers des possibles, qui est contrainte par la force du droit ; la structuration des attentes des acteurs, qui fait écho aux cadres publics mais qui dépend également de leurs stratégies et arrangements individuels ; et finalement, l'auto-compréhension des prescriptions externes par les acteurs, qui dépend fortement des autres composantes de leurs identités.

A.-L. Garcia nous invite donc à penser l'entrée en maternité célibataire comme une recomposition de l'identité sociale. Si son analyse montre que ce sont les assignations véhiculées par les textes légaux qui influencent le plus durablement les schémas de pensée des acteurs dans la construction des identités familiales, elle remarque très justement que « les interférences entre l'auto-représentation maternelle et l'encaînement public sont à considérer en corrélation avec le parcours de l'acteur » (p. 217).

L'étude d'A.-L. Garcia se distingue des recherches contemporaines sur les familles monoparentales par son ancrage dans le 20<sup>e</sup> siècle et le fait d'avoir retrouvé puis donné la parole à des mères célibataires au moment où leurs enfants étaient déjà adultes. Cet apport n'en constitue pas moins une limite. En effet, l'analyse d'entretiens rétrospectifs ne permet pas à l'auteure de saisir pleinement le caractère processuel – par définition toujours *en train de se faire* – qui est au cœur de la construction des identités. Cela n'enlève néanmoins rien à la pertinence des propositions théoriques d'A.-L. Garcia pour comprendre les mécanismes par lesquels des normes et des valeurs portés par l'action publique peuvent être appropriés par des acteurs et plus généralement à son travail qui présente un regard qualitatif sur les effets des politiques publiques en direction des familles.

Fiona Friedli -  
Université de Lausanne

**Campus (Donatella) - Women Political Leaders and the Media.** – Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013 (Palgrave Studies in Political Leadership). viii + 148 p.

Le livre, issu d'un séminaire sur la *leadership* au féminin et les médias tenu à l'Université de Bologne en 2009, se présente comme un ouvrage de synthèse. En effet, moins qu'un travail de recherche original, il se propose de collationner et de mettre en perspective un ensemble impressionnant de travaux portant sur des zones

géographiques très diverses. On salue à cet égard le tour d'horizon effectué par Donatella Campus qui évoque aussi bien la campagne de Ségolène Royal en 2007 ou celle d'Hillary Clinton en 2008 (deux cas de figure largement analysés) que les candidatures de femmes politiques en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Norvège, mais aussi en Israël, en Inde, au Pakistan, au Libéria, aux Philippines, en Birmanie, au Nicaragua, en Argentine ou au Chili.

Le volume resserré de l'ouvrage (moins de 150 pages) et sa structure en 6 chapitres organisés de façon très pédagogique, en font un parfait petit manuel à l'usage de celles et de ceux qui s'intéressent à cette question. Deux objectifs principaux sont au cœur de ce travail : il s'agit d'abord pour l'auteure d'identifier et de dénoncer les stéréotypes du discours des médias relatif aux femmes politiques ; et ensuite d'évaluer les conséquences pour ces dernières des évolutions de la communication politique contemporaine, qu'elle identifie à travers les deux traits suivants : le développement des émissions de divertissement d'une part et de l'Internet et de ses potentialités d'autre part.

Le premier constat qui ressort à la lecture de ces pages et qui pourrait passer inaperçu tant il nous est familier, est le caractère partagé des ressorts de la médiatisation des femmes politiques dans des zones géographiques et culturelles très diverses : leur présentation comme épouses et mères, l'attention portée à leur physique et à leurs vêtements, l'accent mis sur leur aptitude au *care* (une forme perverse de « sexisme bienveillant » pour D. Campus) au détriment de compétences plus régaliennes, les ambiguïtés de la séduction pour les femmes, le *double bind* qui les caractérise, entre assignation à la féminité et recherche de crédibilité, etc. La dissymétrie entre hommes et femmes dans la publicisation de ces traits semble relever d'une écriture médiatique sinon universelle, du moins très largement dominante, en tout cas au regard des pays ici pris en compte.

Ce langage commun n'empêche pas les spécificités locales : c'est là un autre mérite de cette synthèse que de tenter de rendre compte de ces singularités. On y apprend ainsi que la France apparaît comme le pays où l'apparence physique des femmes politiques est la plus commentée (en raison de l'importance de la mode pour les Français.es selon l'auteure) et où le sexisme en politique est le plus violent. Dans cette vision de « La

France vue du ciel », il n'est donc pas sûr que le travail d'objectivation qui résulte de l'approche comparée soit à notre honneur !

Il est difficile de parler de « la médiatisation » en général et plus encore lorsqu'il s'agit d'embrasser des territoires et des cultures aussi différents que ceux dont il est question ici. En effet, « les » médias n'existent pas en dehors de genres spécifiques et de contextes précis et on salue le travail de distinction ici effectué malgré l'ampleur du tour d'horizon. L'auteure pointe ainsi la spécificité des émissions de divertissement et des fictions politiques : rompant avec une représentation de la politique identifiée aux vertus masculines, elles pourraient, selon D. Campus, être une opportunité pour les femmes. Les médias d'information « traditionnels » (presse, télévision...) en plus de privilégier une communication « *top-down* », lui semblent en revanche fortement enclins au recyclage de stéréotypes « implicitement sexistes » (pour reprendre le titre de l'ouvrage d'Aurélie Olivesi), en dépit de leurs professions de foi répétées concernant l'équité de traitement entre hommes et femmes, tandis que l'Internet lui paraît plus en phase avec les aspirations des femmes politiques en raison d'une communication plus horizontale (on y reviendra).

L'auteure développe une intéressante discussion sur la notion de *leadership transformationnel* (« *transformational leadership* ») empruntée à la gestion des organisations. Privilégiant une approche collaborative fondée sur l'« *empowerment* » (dimension collective du pouvoir d'agir), ces modalités contemporaines de gestion des individus remiseraient le charisme au rang des vieilleries masculines et auraient l'avantage de coïncider avec des qualités souvent définies comme féminines. Bref, on tiendrait là l'outil capable de réconcilier hommes et femmes dans des fonctions de gouvernance. D. Campus revient sur cette notion en conclusion quand elle en appelle à un nouveau style de *leadership*, « dégenré », sorte de modèle hybride associant ce qui est supposé relever d'un style féminin et d'un style masculin, dans lequel Internet jouerait un rôle crucial.

Cette synthèse et l'ampleur de vue qu'elle suppose ne sont cependant pas sans soulever un certain nombre de questions. Inhérente à ce type de panorama, se pose la question des sources mobilisées. Majoritairement anglo-saxonnes, en dépit de la variété des zones couvertes, y figurent des

références de première et de seconde main, avec les aléas que cela suppose. Ainsi pour la France, dont les travaux nous sont le mieux connus, on peut regretter l'absence de recherches ayant fait date dans le domaine (D. Dulong, F. Matonti, C. Achin, et bien d'autres), quand É. Zemmour apparaît comme une référence sur cette question. C'est là une difficulté de fond dans ce type de synthèse, pour lequel il faudrait sans doute travailler main dans la main avec des chercheurs de chacun des pays pris en compte.

Par ailleurs, la revue de littérature effectuée à propos de chacun des points abordés aboutit bien souvent à l'énoncé de propositions opposées, sans que les raisons de ces contradictions puissent faire l'objet d'une analyse au fond. Ainsi de l'interrogation sur une présumée spécificité du *leadership* au féminin (chapitre 1) ou du rôle de la médiation télévisuelle pour les femmes *leaders* (chapitre 2), qui donnent lieu à des évaluations très diverses, qui ne permettent pas au final d'accéder à une vision globale du phénomène.

Mais les deux questions majeures soulevées par ce travail résident selon nous dans la conception des médias et du féminin qui ressort de cette approche. S'agissant des médias, D. Campus établit un parallèle entre le modèle « *top-down* » des médias traditionnels, qui serait globalement défavorable aux femmes comme aux *outsiders* politiques, contrairement à l'horizontalité qui caractériserait la communication par Internet. Les relations entre médias et société sont infiniment complexes et l'histoire des médias regorge d'exemples démentant toute forme de déterminisme technologique.

Enfin, la définition de ce qui serait féminin ou propre aux femmes, d'ailleurs – la distinction entre « femmes » et « féminin » n'est pas faite –, comme le *leadership* collaboratif ou la propension à l'horizontalité dans les modes de communication, semble ressortir d'une conception essentialiste du genre. Faute d'une clarification qui renverrait ces comportements des hommes et des femmes à des différences de socialisation, on est porté à penser qu'il s'agit là de traits innés, comme en témoignent d'ailleurs des formules du type « *women are naturally more focused than men on intimacy* » (p.101). « Nature-elle-ment » (d)énoncent avec humour les féministes, débusquant le

socialement construit derrière ce qui semble donné...

En dépit de ces interrogations, on ne peut que recommander la lecture de cet opus qui parvient à proposer, dans un format réduit, un panorama aussi vaste qu'édifiant des relations entre genre, politique et médias. La constance des observations effectuées confirme la puissance de ces « technologies de genre » (Teresa de Lauretis) que sont les médias, en même temps qu'elle invite à approfondir les programmes de recherche transversaux sur cette question nodale du pouvoir au féminin : *we can do it !*

Marlène Coulomb-Gully -  
Université Toulouse Jean Jaurès

Gateau (Matthieu), Navarre (Maud), Schepens (Florent), dir. - *Quoi de neuf depuis la parité ? Du genre dans la construction des rôles politiques.* - Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 2013 (Sociétés). 208 p.

L'ouvrage réunit douze contributions présentées au colloque « Les identités de genre en politique » tenu en juin 2011 à l'Université de Bourgogne. Sa lecture incite à se demander, en décalant la question du titre, « quoi de neuf dans les usages du genre ? » comme outil analytique pour traiter des rôles politiques, et, plus largement, dans diverses disciplines des sciences sociales françaises – histoire, sociologie, science politique.

Du point de vue de la définition même du concept de « genre » d'abord, les contributions présentent une grande diversité, révélatrice de la diffusion progressive du terme en sciences sociales qui correspond parfois à une certaine dilution de son « tranchant critique » et dénaturant<sup>1</sup>. Bien que peu d'entre elles, à part l'introduction, n'en mobilisent de définition explicite, les usages analytiques de la notion révèlent une grande hétérogénéité, perceptible également dans la diversité des termes utilisés (le ou les genres, identité de genre, identité sexuée, rôles sexués, etc.). Les coordinateurs expliquent en introduction (p. 11) que l'ouvrage traite de « la construction du genre, c'est-à-dire de la féminité et de la masculinité » dans le champ politique. Ils posent également la question de l'utilité du genre, pour souligner le

1. Sur ces débats, cf. Judith Butler, Éric Fassin, Joan Scott, « Pour ne pas en finir avec le "genre"... Table ronde », *Sociétés & Représentations* 24, 2007, p. 285-306.